

C'EST NON!**FRAIS DIFFÉRENCIÉS****BUDGET****MOBILISONS-NOUS, MARDI 15 SEPTEMBRE 2026****POUR UN ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR OUVERT,****GRATUIT ET ÉMANCIPATEUR****ET UNE RECHERCHE FINANCÉE ET****RESPECTUEUSE DES TRAVAILLEUR·EUSES SCIENTIFIQUES**

NON À LA HAUSSE DES FRAIS D'INSCRIPTION, À LA RÉDUCTION DES BUDGETS DE LA RECHERCHE ET À LA DÉGRADATION DES CONDITIONS D'ÉTUDES ET DE TRAVAIL À L'UNIVERSITÉ !

Le ministre impose à 80% des étudiants étrangers des frais d'inscription à hauteur de 3000€ en licence et 4000€ en master dès cette rentrée 2026 avant de les généraliser à toutes et tous en 2027, si le parlement le lui permet après l'élection présidentielle.

Depuis quinze ans, les réformes s'enchaînent avec pour fil conducteur la restructuration du service public de l'ESR selon des visées utilitaristes et à très courte vue : attaques sur le doctorat et les libertés académiques, réforme de la formation des enseignant·es et des CPE, attribution discrétionnaire de financements de recherche (agences de programmes) et de la subvention de l'État aux établissements (COMP 100%), coupes budgétaires à n'en plus finir, non-compensation des dépenses contraintes, chute des salaires réels,

explosion de la précarité, détérioration des conditions de travail et d'études, pilotage de la recherche et financement public de l'enseignement supérieur privé, au détriment du service public, gel des postes, "fermeture des portes" de l'Université... La liste n'est pas exhaustive. En 15 ans nous avons accueilli 320 000 étudiant·es supplémentaires dans l'ESR public (+18%) soit la population de 10 universités alors que l'État a réduit sa participation de 2 Md€ constants (-15%) soit de l'équivalent de la subvention publique accordée à 12 universités et nous avons perdu 1500 emplois d'enseignant·es et d'enseignant·es-chercheur·es titulaires (-4%).

La destruction de l'ESR public, ça suffit ! Nous serons mobilisé·es le 15 septembre pour l'ESR public et le 29 septembre pour les salaires avec l'ensemble de la fonction publique.

Opposons-nous à cette politique austéritaire et xénophobe qui conduit à la paupérisation de l'université et la recherche publique. Rassemblons-nous, manifestons notre opposition et décidons ensemble de nos moyens d'action pour gagner le retrait et l'annulation de ces décisions délétères ainsi qu'un budget 2027 à la hauteur des besoins des établissements.